

Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N°145 - Novembre / Décembre 2007

Force hybride, faible force. Les négociations, le mors aux dents. Coup de tonnerre au Sud

Pour se débarrasser de la venue de la Force hybride NU/UA, Khartoum voulut l'effrayer en attaquant les forces de l'Union Africaine à Hashkanita avec des blindés (cf. *Attaques atroces contre l'UA p. 2*). Il se bat aussi sur la composition des Forces. Les NU ne demandent que 572 non-africains. Le régime ne veut que des africains car ils n'ont ni transports, ni communications, ni personnel compétent pour s'en servir. Il fait traîner les choses, ne répond officiellement ni aux demandes de terrains des NU, ni à la composition du contingent proposée. Il refuse les hommes au cas par cas, les Thaïlandais, sans explication, ils ont une armée très sophistiquée, les Norvégiens et les Suédois, « des émanations de la CIA et du Mossad ». Officieusement il n'accepte comme non-africains que les Chinois et les Pakistanais dont les Darfouris, qui vibraient d'espoir, ne veulent pas, car ils sont favorables à Khartoum, et la Chine fournit les armes qui les tuent. Les NU ont envoyé une équipe s'assurer que les troupes promises ont les capacités et l'équipement nécessaires pour opérer, et demandé des hélicoptères aux Etats. Ces derniers hésitent ne sachant trop l'usage qui en sera fait. Pour les renforcer dans cette opinion, Khartoum interdit à six hélicoptères l'aéroport d'El Fasher et saisit deux paraboles satellite de communications des NU qui en sont réduites à demander des chameaux de combat à l'Inde. Khartoum exige d'accorder des autorisations à la Force pour les télécommunications et les mouvements de troupes, et interdit le vol de nuit. « Protéger les civils ne s'arrête pas la nuit » dit Guéhénno. La Force hybride viendra-t-elle ? (cf. *Force hybride, p. 4*)

La communauté internationale souhaitait un accord de paix le plus rapidement possible au Soudan. Pour plaire à Khartoum, elle lui proposa des négociations chez son ami Qaddafi, avec, cela alla sans dire, le même médiateur UA que pour le désastreux accord d'Abuja et l'invitation d'une foultitude de groupes insurgés minuscules. Le rebelle le plus ancien et le plus populaire, Abd el Wahid el Nour, MLS, refusa de s'y rendre. Il fut rejoint par Khalil Ibrahim, chef du MJE, qui a peu d'écho mais beaucoup d'argent et d'armes, puis par d'autres. A l'ouverture de la négociation, Khartoum, qui venait d'imposer des mois de combats et d'exactions, promit un cessez-le-feu qui ne l'empêchera pas de démanteler par la force des camps de déplacés. Qaddafi parla : les déplacés restaient dans des camps pour être nourris gratuitement, cette affaire était due à un chameau, ce n'était qu'une guerre tribale dont seuls les Etats voisins pouvaient s'occuper. Il ajouta, au grand désaccord des médiateurs, que l'absence des mouvements importants rendait la poursuite des rencontres inutiles. Les rebelles demandèrent une pause ailleurs afin de négocier entre eux. Ce qui leur fut accordé. Arrivés à Juba, ils tombèrent d'accord : la Libye n'est pas est un lieu de négociations. Ils se fédéreront en deux groupes. Selon le médiateur UA, qui baisse les bras, en l'absence des principaux rebelles, les négociations sont inutiles. Pour Gérard Prunier : « la solution peut être d'armer les rebelles. »

Le Sud se regimba. Faisant face à la non application du traité de paix (CPA), le bureau politique du MLPS, le parti au pouvoir au Sud, suspendit à l'unanimité sa participation au gouvernement d'Unité nationale. L'occasion lui donnait plus de poids. Cette décision, intervenue peu avant l'ouverture des négociations du Darfour, enlevait aux Darfouris l'illusion sur ce qu'apporte une signature futile de Khartoum. Il fut très soutenu par le peuple du Sud-Soudan.

Certes, le régime n'applique non plus ni l'accord du Caire, ni celui du Front Est, ni celui d'Abuja. Pour le CPA, il semble avoir espéré que, parmi tous les reproches faits, l'absence de frontières Nord/Sud, l'opacité des arrangements financiers pétroliers, la présence de l'armée soudanaise au Sud, empêcheraient tout référendum d'autodétermination. Pour le Sud, la goutte d'eau qui fit déborder un vase plein d'absence de démocratie et de respect des droits de l'homme au Soudan, fut peut-être la présence, au ministère des Affaires Etrangères, du MLPS Lam Akol, qui, pour en être traité comme un vrai ministre, se pliait à la moindre fantaisie du Congrès National (CN). Salva avait demandé son retrait, comme le CPA lui en donne le droit, ce que Béchir avait refusé.

Finalement, Béchir remania le gouvernement, à peu près selon les demandes MLPS, auquel il enjoignit d'y reprendre ses activités. Point, rétorqua Salva Kiir, toutes nos demandes ne sont pas satisfaites. Lors d'une longue rencontre, Béchir et Salva décidèrent d'établir un comité technique de six membres qui tracerait un programme de décisions pour les problèmes propres au Sud. Ils avaient un différend concernant Abyei (cf. *le MLPS suspend... p. 6*) que ses membres MLPS auraient eu l'ordre de traiter en premier. Ce Comité allait décider qu'il ne pouvait avancer ses travaux sans une rencontre entre Béchir et Salva.

La communauté internationale s'alarmait et pressait Khartoum d'appliquer le CPA. Les Etats-Unis en avaient garanti le respect. Mais Béchir refusa toute intervention étrangère, les Occidentaux, dit-il, souhaitaient une guerre Nord/Sud. Or Salva, invité de longue date aux Etats-Unis, s'y rendit au vif mécontentement de Béchir, qui appela sous les armes les milices des Forces Populaires de Défense pour se préparer à une reprise de guerre avec le Sud. L'administration américaine fit à Salva une mauvaise surprise. Mue peut-être par le désir de faire tomber le régime soudanais, elle voulait que le CPA soit renégocié. La recherche de cet accord avait duré treize ans. Salva refusa, cela empêcherait le référendum, il était appliqué à 90%, argua-t-il. Mais il dit à d'autres combien le CPA était peu mis en oeuvre. Ces divergences de propos fâchèrent les Etats-Unis, et calmèrent peu Béchir.

A son retour à Juba, Salva Kiir rassura les foules sur un avenir pacifique et heureux. L'ALPS s'arme.

Attaques atroces : buts politiques

Contre l'Union Africaine

L'UA transportait des chefs rebelles à Juba pour préparer les négociations. La défense aérienne menaça de descendre l'avion s'il n'atterrissait pas. Ce qu'il fit. Le 29 septembre au soir, une petite base de la force UA à **Hashkanita** fut attaquée par un millier d'hommes lourdement armés, venus dans trente camions et pick up, appuyés par des **blindés** (*info.NU*). C'était la première fois qu'une telle attaque se passait. Dix soldats furent tués et sept blessés qui attendirent 18 heures les secours de l'UA. Les ordinateurs, les moyens de transmission, l'armurerie et les véhicules furent vandalisés ou pillés. Une quarantaine de soldats manquaient qui furent retrouvés sans que leur témoignage n'ait été publié ni peut-être recherchée. Des officiers UA avaient vu le dimanche précédent des hélicoptères et des jets Mig-19 se diriger vers Hashkanita. L'UA accusa l'ALS-Unité, le Soudan, le MJE. Le MJE et l'ALS-Unité tenaient auparavant la région, mais fort menacés par 5 ou 6 unités janjawid convergentes, ils l'avaient quittée une semaine auparavant ; (les humanitaires aussi). Le chef MJE, Khalil Ibrahim, jura qu'il n'était pas responsable et accusa les milices (janjawid). Des sources sûres, contactées par Sudan Tribune affirmèrent que l'attaque était le fait des janjawid (ST 01 10). Le MLPS rejoint tout à fait cette opinion. L'UA avait appelé au secours l'armée soudanaise toute proche, on voyait depuis Hashkanita les fumées des villages qu'elle brûlait (*le Monde 05 10*). Arrivée à la rescousse avec 800 janjawid, elle chassa les attaquants sans faire ni mort, ni blessé, ni prisonnier, ce qui paraît suspect. Elle brûla aussi quasi totalement la ville d'Hashkanita. La plupart des civils s'étaient enfuis lors de l'attaque mais certains étaient revenus chercher des vivres et de l'eau. On parle de 86 à 100 morts. L'attaque cherche-t-elle à décourager l'instauration de la force hybride ou/et à rendre les rebelles antipathiques ? Pourquoi cet incendie d'Hashkanita ? S'agissait-il de détruire des preuves ?

L'UA, perpétuel soutien de Khartoum, dut identifier les coupables et cita les rebelles sans preuves. Après une dispute au Conseil de Sécurité, le président du moment, l'ambassadeur du Ghana, lut que l'attaque avait été perpétrée par des rebelles (Reuter 02 10). La plupart des journaux suivent sans analyse. Cinq semaines après, l'UA dit que des véhicules attaquants portaient le sigle du MJE.

Seul l'Etat a des blindés. Ils étaient présents lors de l'attaque.

Contre l'ALS/Minni Minawi, signataire de la paix de 2006

Le 8 octobre, armée et milice attaquaient Muhajiriya, une ville peuplée de 20 000 habitants appartenant à la faction de Minni Minawi, signataire de la paix d'Abuja en 2006, après un bombardement aérien faisant, selon les victimes, 50 morts et 20 000 déplacés (NU). Le gouvernement nie cette attaque mais les bombardements aériens étant bien confirmés, il ne peut en être que le seul responsable. Le lendemain l'attaque se portait sur les villages voisins. Le mouvement demanda une enquête et menaça de reprendre la guerre si ces attaques se renouvelaient. Les étrangers de MSF durent partir.

Le gouvernement organisa une conférence de reconstruction du Darfour avec la ligue arabe, au cours de laquelle auraient été décidés des investissements lourds ne tenant aucun compte des Darfouris. Minni, patron du Fonds de reconstruction n'y fut pas invité à sa fureur. Vingt de ses commandants l'ont abandonné pour Abdallah Yahia, non signataire. Minni se déclare favorable à la Cour Pénale Internationale dont il pourrait être le prochain inculpé.

Contre les camps de déplacés. Installation d'arabes étrangers.

Dans beaucoup de camps les habitants sont à leur immense majorité des partisans d'Abd el Wahid el Nour. « *Installés aux*

portes des grandes villes et transformés en bastions rebelles, ils sont devenus des cibles pour les autorités qui en ont perdu le contrôle », écrit Jean-Philippe Rémy (Le Monde 13 11). Est-ce pour disséminer les partisans d'Abd el Wahid que le gouvernement cherche à démanteler les camps ? Est-ce pour que la Force hybride ne les retrouve pas ?

Nous annonçons ces crimes dans nos deux derniers bulletins. Le procédé semble le même partout. La police et l'armée enlèvent les habitants à coups de bâtons et de tuyaux. Détruisant les tentes et chargeant les biens dans des camions, ils emmènent les résidents plus loin, parfois jetés sans abri, là où l'aide humanitaire est interdite, près d'un camp de janjawid qui les déplacèrent et tuèrent les leurs. Certains déplacés s'enfuient. Les forces de sécurité arrêtent les fuyards. Il existe un plan de 99 détentions de déplacés, gardés au secret et battus. Si des forces UA arrivent, l'armée leur enjoint de s'en aller. Les NU s'inquiètent de la répétition de ces actes interdits par le droit international (AI AFR 54/058/2007 via ReliefWeb). Les 100 000 habitants de Kalma redoutent le même sort. La police leur a ordonné de rendre leurs armes sous la menace de les reprendre de force. Les déplacés ont bloqué les voies à l'intérieur du camp. Les humanitaires disent que les forces gouvernementales les empêchent d'y accéder.

Avant la saison des pluies, 30 000 arabes du Niger ou du Tchad se sont installés au Darfour dans des villages proches de la frontière tchadienne qu'ils avaient fuis les Darfouris, souvent Masalit. Ils ont reçu des papiers d'identité soudanais, des outils et des semences. Les pluies s'arrêtant, de nouveaux immigrants de même origine apparaissent, aussi, plus au Sud. Les Darfouris sont extrêmement inquiets de l'organisation par le gouvernement de leur remplacement sur leurs terres .

Divers

Le MJE déclara vouloir attaquer tous les champs pétrolifères, source de finances et d'armes pour le Soudan. Il attaqua Defra (Block 4, Ouest Kordofan côté est) et prit en otage cinq ingénieurs égyptien, irakien et soudanais. Sur intervention égyptienne, ils les relâchèrent. Le nombre de véhicules volés augmente; les chauffeurs sont parfois blessés, temporairement enlevés; on ignore qui est responsable.

Négociations de paix

Les Etats de l'Union Africaine, craignant d'avoir des rebelles chez eux, soutiennent Khartoum ; les Nations-Unies, ne demandant même pas leur avis aux spécialistes du Soudan, sont totalement incompétentes, vexées de l'échec d'Abuja. Elles songent que l'établissement de la force hybride serait plus aisé après un accord de paix et souhaitent en finir le plus vite possible. De leur côté, Khartoum et la Libye, voyant des débuts de scissions parmi les insurgés, arrivèrent, l'argent aidant, à susciter maints mouvements rebelles, souvent minuscules, que le gouvernement soudanais contrôlerait lors des négociations.

Les absents les plus importants : Abdel Wahid el Nour, fondateur du MLS, le rebelle le plus populaire de beaucoup au Darfour, refusa de se rendre à ces négociations (*cf précédents VS*). Peu avant, son splendide isolement finissait. Le MLS d'Abd el Shafi, présent à Arusha, refusait aussi, largement sur les mêmes bases; le Mouvement pour la Justice et l'Égalité de Khalil Ibrahim, l'insurgé numéro deux, car puissant financièrement et militairement, refusait aussi ainsi que le MLS-Unité (Abdallah Yahya). Ces deux derniers déclaraient vouloir des médiateurs neutres et que soient présents seuls les insurgés qui l'étaient à Abuja. Selon Marc Lavergne, spécialiste émérite, une confédération de six groupes ne vint pas, demandant du temps

FOUR

MJE Mouvement pour la Justice et l'Égalité

pour une plate-forme de négociations ; ils étaient soutenus par l'Erythrée. Elle cherche à en faire une force politique qui perdure au-delà des négociations et l'aide à Khartoum. Le non-dit des groupes qui ne veulent pas aller en Libye, c'est la non application par Khartoum des quatre accords de paix signés depuis 2005.

Présents en Libye: Deux mouvements dissidents du MJE depuis 2007, l'un pour des raisons politiques, l'autre pour des raisons personnelles, un mouvement arabe, le Front des forces révolutionnaires démocratiques (dont nous avons parlé lors de notre dernier bulletin), le MLS G19 qui se sépara d'Abdel Wahid, se réunit à lui et vient de s'en séparer pour participer aux négociations ; aucun de ces mouvements n'avait été invité à la rencontre préliminaire d'Arusha. L'avaient été et était présents, le NMRD, un dissident du MJE depuis 2004, fort tchadien de réputation, le Front de forces révolutionnaires unies, mouvement arabe, et l'Alliance fédérale démocratique du Soudan.

Etaient présents aussi certains membres de la communauté civile, dont la *Community development association*, qui se plaint que son statut soit fort incertain, et le *Darfur Peace Block*,

mécontent que la base de la société civile soit absente. Nous ignorons tout de ces associations. **TOUS les déplacés, un tiers de la population, sont contre les négociations dont ils « n'attendent rien ».**

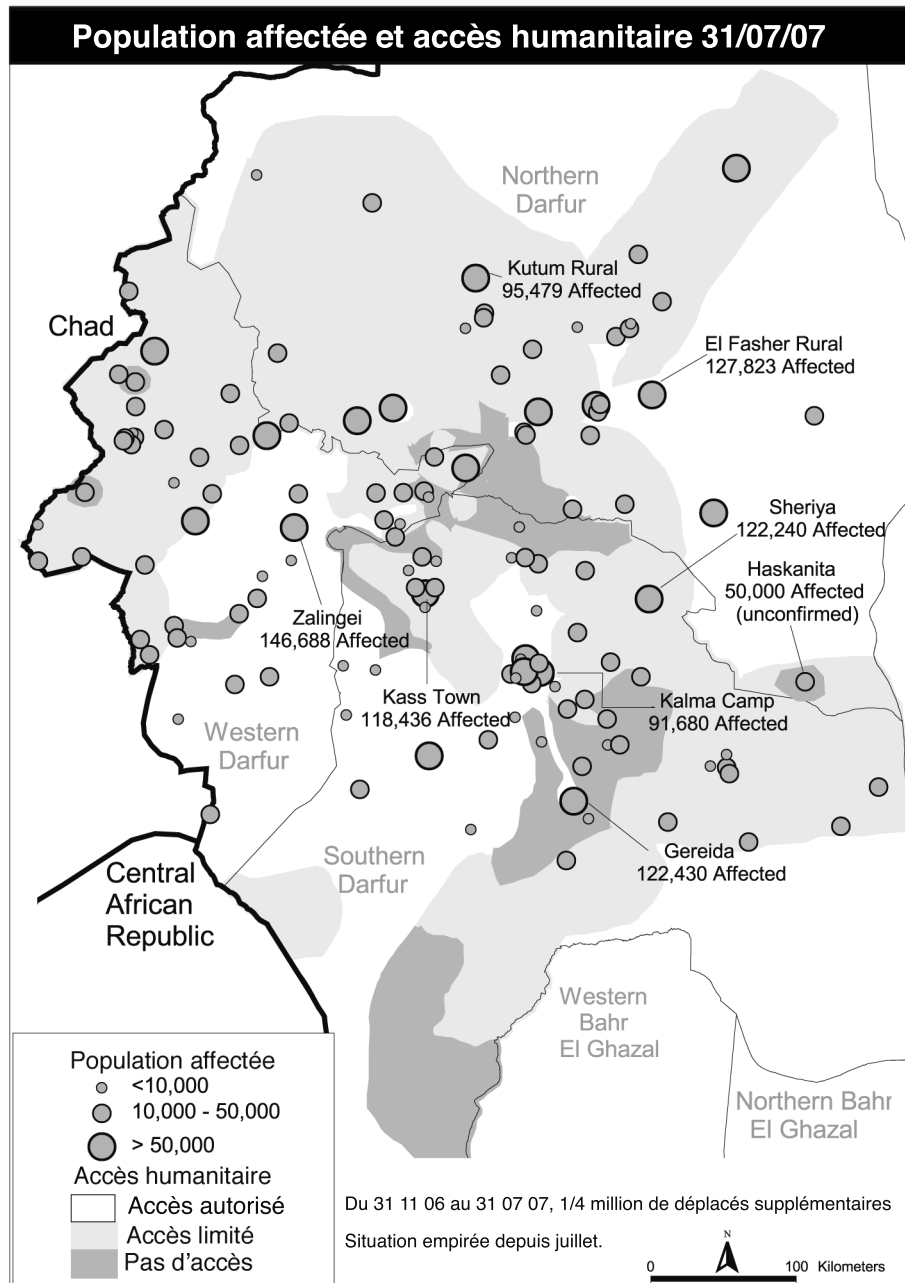
Lors de l'ouverture des négociations, un quatrième cessez-le-feu fut annoncé par le gouvernement. De nombreux doutes subsistaient sur son application, d'autant que le jour même et le lendemain des avions soudanais bombardaient. Pire encore, le démantèlement de force des camps de déplacés. Une délégation MLPS (Sud) prévue était présente. Le représentant de Khartoum, menaçait de partir si elle restait. Qaddafi proféra des paroles méprisantes sur la situation au Darfour avant d'accuser la communauté internationale de paralyser les capacités sociales darfouraises (pour la paix). Il conseilla de ne pas provoquer Khartoum, affirma que ces négociations n'aboutiraient pas étant donné l'absence des rebelles importants, ce qui prouvait qu'ils n'en avaient pas besoin. Cette ouverture suffoqua les NU et quelque peu l'UA qui se gardèrent de faire des remarques. Les rebelles présents restèrent sans voix. Les médiateurs NU et UA décidèrent de poursuivre. Dès le lendemain les insurgés obtenaient que les négociations soient suspendues pour leur laisser le temps de s'entendre entre eux.

Pour unifier leurs positions, les MLS avaient tenté de se rencontrer au Darfour. Ils avaient été tant bombardés par l'aviation soudanaise qu'ils avaient dû interrompre ce meeting. Puis les NU ne firent rien pour faciliter ces rencontres sans le regard des *Big Brothers* médiateurs. Elles l'autorisèrent de courts instants à Juba malgré les efforts de Khartoum pour arrêter les rebelles. Après quoi elles les avaient emmenés droit en Libye, sans leur permettre de retourner au Darfour consulter leurs bases.

C'est à Juba qu'ils repartirent pour les consultations. Leur premier point d'accord, fut qu'ils sont tous très offensés des propos de Qaddafi et ne retourneront pas en Libye. Puis ils firent deux fédérations, chacune étant d'accord sur ses buts. A leur départ, Salva leur conseilla de rallier les grands absents.

Le médiateur NU, Eliasson, se manifesta peu. Le médiateur UA Salem Ahmed vient de dire qu'en l'absence des insurgés majeurs, les négociations sont futiles. Gérard Prunier, spécialiste du Soudan, personnalité bien connue du CNRS est très pessimiste : « Pour pouvoir négocier et aboutir à un résultat fiable, il faut un minimum de confiance entre les parties. Or depuis cinquante ans, ... on n'a jamais vu ni un seul gouvernement soudanais négociateur de bonne foi avec les rebelles ni un seul accord de paix qui n'ait été jeté à la corbeille lorsque les intérêts du pouvoir le demandaient. On comprend le refus de Abdel Wahid an Nour de négocier aujourd'hui, alors que la paix signée entre le Nord et le Sud en 2005 n'a jamais été sérieusement appliquée ... Les génocides ne peuvent être stoppés que par ceux qui sont directement impliqués. ... Si c'est le gouvernement qui le commet, la solution peut être d'armer les rebelles. »

Le médiateur NU, Eliasson, se manifesta peu. Le médiateur UA Salem Ahmed vient de dire qu'en l'absence des insurgés majeurs, les négociations sont futiles. Gérard Prunier, spécialiste du Soudan, personnalité bien connue du CNRS est très pessimiste : « Pour pouvoir négocier et aboutir à un résultat fiable, il faut un minimum de confiance entre les parties. Or depuis cinquante ans, ... on n'a jamais vu ni un seul gouvernement soudanais négociateur de bonne foi avec les rebelles ni un seul accord de paix qui n'ait été jeté à la corbeille lorsque les intérêts du pouvoir le demandaient. On comprend le refus de Abdel Wahid an Nour de négocier aujourd'hui, alors que la paix signée entre le Nord et le Sud en 2005 n'a jamais été sérieusement appliquée ... Les génocides ne peuvent être stoppés que par ceux qui sont directement impliqués. ... Si c'est le gouvernement qui le commet, la solution peut être d'armer les rebelles. »



Le directeur humanitaire des NU au Sud-Darfour, opposé au démantèlement des camps, est expulsé (7 11), 11ème travailleur humanitaire de cette année.

Force Hybride UN/UA

*Khartoum veut une force aussi frêle
et aussi tardive que possible*

Le Soudan, appuyé par l'Union Africaine et l'Egypte exigea que la force ne soit composée que d'africains. Les offres de contributions africaines affluèrent. Le contributeur intéressant est l'Egypte dont les 2500 hommes apportent une logistique certaine quoique insuffisante: deux bataillons d'infanterie mécanisée, une compagnie d'engineering, une de transports, une de transmissions et un hôpital de campagne. Mais elle veut participer au commandement, qui est entre les mains d'un général Nigerian.

Le Soudan s'était engagé à accepter les forces spécialisées qui ne trouvaient pas d'équivalent en Afrique, écartant les seuls Etats-Unis qui, débordés, ne se proposaient pas. Mais pour les unes, il refusa individuellement, pour les autres, ne répondit pas aux NU. Il dit officieusement n'accepter que les Pakistanais et les Chinois comme non-africains mais se contredit parfois en acceptant des arabes musulmans. L'unité d'engineering chinoise arrive au Darfour. Les camps de déplacés de Al Salam, Al Shaak et Kalma, en attendant d'autres, manifestent contre la venue des Chinois, amis du gouvernement qui financent, grâce au pétrole, le meurtre de leurs frères. Le MJE, sensiblement pour les mêmes raisons, ne les acceptera pas dans les zones qu'il contrôle. « *La Chine ne tolère pas les critiques* », leur répondit-elle.

Chaque jour le Soudan montre une nouvelle exigence (cf. *éditorial*). L'envoyé soudanais aux NU se plaint : certains item du budget proposé pour la Force violent l'esprit de la Résolution, deux parties du rapport donnent l'impression de ne pas tenir compte des autorités

nationales et locales, il n'y a que quatre soldats soudanais dans la Force, les NU ont donné à l'américain Lockheed Martin l'infrastructure sans enchères, les positions de leadership (tous des Africains!) ne sont pas équitablement partagées entre NU et UA. Le gouvernement vient de s'engager à donner la terre aux Nations Unies et à leur rendre les paraboles.

L'UA a nommé un Sud-Africain patron de la police, Michel F. Frye. Des progrès ont été faits dans les contrats concernant l'aviation civile, le fuel et les rations.

Usama bin Laden appelle à la guerre sainte contre « *les envahisseurs croisés* » et à monter une rébellion armée contre ceux qui les ont laissé entrer. Les ONG d'aide sont partagées sur le résultat qu'elles doivent attendre : pour certaines, elles seront mieux protégées, pour d'autres, elles seront attaquées en représailles de l'action de la Force, par les rebelles ou les milices. Les Darfouris placent un espoir trop immense dans la venue de cette force. Ban Ki-Moon est mou.

L'affaire de l'Arche de Zoé

L'Arche de Zoé, dans sa naïveté insondable, aurait donné des pourboires à des Tchadiens qui auraient choisi pour elle les enfants à expatrier. Par contre elle n'aurait pas donné les pots-de-vin promis à des autorités tchadiennes pour qu'elles les laissent partir. Khartoum fait un maximum de battage autour de cette affaire, prétexte des réductions en esclavage, ventes d'organes, formation de missionnaires à renvoyer au Soudan etc. Il en fait porter le poids aux autres ONG « l'écran de l'Arche masque l'échec des négociations ».

Pourquoi le Quai d'Orsay n'a-t-il pas suggéré au Tchad de refuser les visas aux volontaires de l'Arche ?

POLITIQUE INTERIEURE

Salva Kiir déclara aux Etats-Unis qu'il préférerait parler au Congrès National (CN) qu'aux autres partis, ce qui les fâcha si leur but est véritablement de faire tomber le régime. L'Umma et l'Alliance Nationale Démocratique (AND), -le MLPS excepté-, dirigée par le DUP, regrettent que le CPA n'ait été négocié qu'avec le CN. Trente-six organismes, partis politiques de l'AND, ONG du Nord et sept personnalités indépendantes, écrivirent un mémorandum sur la crise du CPA. Sans mentionner les négociations du Darfour, ils souhaitent qu'une conférence nationale s'intéresse à tous les problèmes du Soudan particulièrement des régions marginalisées. La communauté internationale, disent-ils, est pleine d'une bonne volonté généreuse en pressant à la paix et en donnant une aide humanitaire. Cependant pour être plus efficace dans l'établissement de la paix, elle doit se familiariser avec la situation soudanaise. On ne dit pas en termes plus aimables que les négociations libyennes ne valent rien.

Al Mahdi, chef du parti Umma parla de l'impasse où sont

CN et MLPS. Il vient de rencontrer Béchir. Il appela à nouveau à une conférence constitutionnelle incluant tous les partis. Osman el Mirghani, président du Parti Démocratique Unioniste (DUP) d'opposition et de l'AND, qui signa avec Khartoum l'accord du Caire non respecté, annonce son retour au Soudan. Il est opposé à la venue de forces étrangères au Darfour. Béchir souhaite une alliance tripartite avec le MLPS et lui, pour les élections. Mubarak el Fadl leader du parti Umma Réforme et renouveau, Al Mohammed Hassanein du DUP et 23 autres personnes furent arrêtées il y a quatre mois, souvent torturées pour des accusations changeantes. La Sécurité s'oppose aux renseignements militaires sur leur culpabilité. Quinze jours après, les deux hommes entamaient une grève de la faim pour être relâchés ou inculpés. Ils apprirent qu'ils étaient inculpés sans être présents, conformément à la loi. Ils ignorent les charges. On intima l'ordre aux journalistes de ne pas parler de cette affaire, ils n'obéirent pas à cet ordre illégal. Le 1/12 Mubarak était le seul à être libéré.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Décembre 2007 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

Partage de la richesse ou partage du développement au Soudan, par le Pr Ali Abdalla Ali, Editor du Sudan Financial Times, 22 10. Cet article fait un historique de la politique économique du Soudan depuis la colonisation. Il plaide pour que le développement touche toutes les régions du pays – il ne s'agit pas de simplement partager la richesse- et pour la mise en œuvre de plans de développement à moyen terme, et non seulement à court terme. www.Sudan Financial Times.

Pétrole Retour à la normale de la production du Nile Blend par GNPOC après les inondations d'août dont les dégâts ont été réparés. Fin octobre, la production était à 250 000 b/j (Reuter 05 10, 31 10). Les investissements chinois ont atteint 6 milliards de US \$. La Chine effectue 5 prêts préférentiels au Soudan pour un montant de 184 millions US \$, le plus important portant sur le Barrage de Meroe (4ème cataracte). Le Soudan est le 3^e partenaire commercial africain de la Chine, avec un montant d'échanges de 3,9 milliards de US \$ en 2005 (ST 05 10). Un contrat pour des travaux de développement du champ pétrolier de Dar Blend à Palouse et Al-Jabakayn (injection d'eau, manipulation et process) a été donné à la société malaisienne Ranhill (Ranh.KL) par Petrodar pour un montant de 210 millions de US \$ (Reuter 27 09). La société indienne ONGC Vinesh Ltd (OVL) a manifesté de l'intérêt pour deux blocs pétroliers supplémentaires (un tiers des blocs 8 et B) au-delà des trois blocs actuellement possédés (25 % du Greater Nile Oil Project, 24 % du Bloc 5a, 23 % du bloc 54, ce dernier seulement en exploration (IANS 06 11).

Les offres de vente de pétrole Nile Blend par Sudapet sont montées à 2,6 millions de barils pour octobre, 2 millions pour chacun des mois de novembre et décembre, et 4 millions pour janvier (Reuter 16 11).

Le gouvernement du Sud Soudan va prendre 55 % de la compagnie d'Etat White Nile Plc qui sera partie prenante du consortium pour le block B avec Total. White Nile se retirera de ce block (Reuter 09 11). La société Petrochina, introduite en bourse, est devenue la plus importante capitalisation boursière du monde (1000 milliards de US\$), le double de son second Exxon Mobil (La Tribune de Genève, 06 11). Cette grande valeur est en partie due à la bulle financière chinoise qui surévalue les valeurs cotées en Chine.

Sanctions Le gouvernement américain exclut le Sud Soudan des sanctions en reconnaissant le gouvernement du Sud Soudan comme une entité séparée. Cette décision fait suite à une visite à Washington en septembre de Pagan Amum, secrétaire général du MLPS (ST 29 09, ST 31 10). Cette mesure facilitera les transactions du Sud Soudan en US \$, en particulier recevoir les revenus du pétrole, mais n'autorise pas les sociétés américaines à investir dans le pétrole (Reuter 10 10). Cela facilitera les affaires pour les entreprises américaines dans le Sud (Reuter 06 11). Promesse aurait été faite au Soudan de lever ses sanctions s'il acceptait la force hybride sans barguiner. Certains sénateurs américains veulent accroître les sanctions contre Khartoum, en augmentant les amendes pour les sociétés qui violent l'interdiction de commercer avec le Soudan et l'Iran, et en obligeant les Etats fédéraux de retirer leurs investissements du Soudan, mais le gouvernement y est opposé, préférant avoir l'appui de la communauté internationale, et considérant que ce n'est pas aux Etats de mener la politique étrangère des Etats-Unis (AP 02 10, Reuter 03 10, AP 17 10, Reuter 31 10, AP 02 11).

L'investisseur américain Warren Buffet (société Berkshire Hathaway) aurait vendu des actions PetroChina pour ne plus être impliqué dans une société ayant des liens avec le Soudan. Selon d'autres sources, ce serait simplement pour profiter de la hausse des cours et de se dégager avant une chute éventuelle des cours des actions. Il aurait réduit sa participation dans PetroChina de 2,3 milliards US\$ à 652 millions (AP 11 10). Des activistes américains appellent l'Union des Banques Suisses à retirer ses investissements de PetroChina (Dow Jones 20 10).

Les sanctions américaines gênent de plus en plus le Soudan. Même les banques centrales du Golfe refusent les transactions en dollars avec le Soudan. (ST 18 10). La Banque centrale du Soudan devrait convertir en Euros et autres monnaies ses avoirs en dollars d'ici la fin de l'année. Un comité de Khartoum juge cela irréalisable. La même décision prise en 1997 à la suite de sanctions décidées par le Président Clinton n'avait pu être mise en œuvre (betapolitique.fr 10 11). Le Japon étudie la possibilité de ne plus importer de pétrole

soudanais (40 millions de barils en 2006) (Bloomberg 16 11). Les sanctions n'auraient aucune conséquence pour Sudatel qui investit 500 millions de US \$ dans les téléphones mobiles en Afrique de l'Ouest : Mauritanie, Sénégal, Nigeria, et des projets au Congo, Niger. Sudatel se fournit en équipements surtout en Chine (Reuters 16 11).

Nord Soudan Inflation des loyers à Khartoum à la suite du boom pétrolier et de l'afflux de travailleurs étrangers. Ainsi un appartement de deux pièces dans le centre qui coûtait 250 \$ par mois, coûte maintenant 1750 \$. Les classes moyennes ont de plus en plus de mal à se loger. Le FMI prévoit une inflation de 8% pour 2007 (Wall Street Journal 31 10).

La société soudanaise Giad va faire coter aux bourses de Khartoum et Dubai certaines de ses filiales industrielles pour financer leur expansion. Créé par le gouvernement en 1997, le groupe Giad, comprend 13 sociétés différentes. Seront concernées celles qui produisent des véhicules et des câbles. 10 000 véhicules sont produits par an sous licence : automobiles Hyundai, camions Man et Renault (Zawya Dow Jones 18 10). Giad a des sociétés d'armement. Mise en place de la nouvelle monnaie au Soudan (Livre soudanaise) pour remplacer la multiplicité des celles utilisées dans le Sud par une monnaie unique, ce qui fut décidé par l'accord Wealth Sharing du CPA, (ST 07 10).

Un consortium dirigé par la société soudanaise sucrière Kenana a remporté l'appel d'offres pour relancer la production de la société sucrière kenyane Miwani. La production doit redémarrer en mars 2008 (Dow Jones 08 11). Une nouvelle chaîne satellite TV devait être lancée en octobre à partir de Dubai via Arabsat et Nilesat. Financée par des hommes d'affaires soudanais, elle devrait être indépendante des partis, groupes ethniques et religions (ST 24 09).

Sud Soudan Le Sud Soudan signe un contrat d'audit sur ses comptes avec la société britannique PKF pour 9 millions de US \$, contrat co-financé par la Banque Mondiale. La commission anti corruption avait trouvé 500 millions de US \$ de dépenses hors budget pour un budget de 1,4 milliard de US \$. La société PKF appuiera la chambre d'audit des comptes pour préparer un programme d'audit et former le personnel de la chambre (Reuter 04 10, ST 29 10). La présidente de la commission anti-corruption avait présenté fin septembre un rapport soulignant la mauvaise gestion financière au Sud Soudan (ST 30 09). L'Agence américaine de développement (USAID) finance des programmes de formation de parlementaires pour 1 millions de US \$ (East African Business Unit, 17 09). Le Gouvernement du Sud Soudan cherche à emprunter 5 milliards de US \$ auprès des fonds africains et arabes pour appuyer son programme de développement et de construction d'infrastructures. Un autre emprunt de 500 millions de US \$ est en cours de négociation avec les Etats du Golfe. Le responsable de la Banque Mondiale au Sud Soudan a recommandé d'être prudent sur les conditions (ST 09 11). Khartoum a retenu 6,5 millions de US \$ sur le versement de juin des revenus du pétrole au gouvernement du Sud, pour compenser les détaxations douanières décidées par le Sud les deux années passées. Le Sous-secrétaire d'Etat aux finances du gouvernement du Sud déclara que c'est contraire aux accords de paix, les deux gouvernements négocient (Reuter 26 09). Les banques islamiques soudanaises demandent une Fatwa qui leur permette d'opérer au Sud de manière « conventionnelle » (ST 13 11).

L'Egypte construit 4 stations d'énergie électrique, 3 écoles et un hôpital (Kuna 19 10). La Ligue arabe offre des formations en Egypte pour des Sud-soudanais, et organise une conférence à Juba pour des investisseurs arabes (ST 06 10).

Lancement d'un appel d'offres pour réhabiliter un hôtel dans la région giboyeuse de Nimule qui devrait ouvrir en avril 2008 (Reuter 06 10).

Le MLPS suspend sa participation au gouvernement...

La décision prise le 9 octobre par le Bureau politique intérimaire du MLPS, retire 21 ministres et conseillers présidentiels MLPS du gouvernement d'Unité nationale jusqu'au respect du CPA. A la veille de l'ouverture des négociations du Darfour, la date était bien choisie. Elle alertait les rebelles sur le peu de respect que Khartoum porte à ses signatures.

Liste des reproches : Sur le plan Sud, délai délibéré de la démarcation des frontières Nord/Sud, non mise en oeuvre du protocole d'Abyei, non retrait du Sud des forces armées soudanaises, manque de transparence dans le secteur pétrolier, financement inadéquat du recensement, tentative de réduire les pouvoirs de la commission d'évaluation du CPA;

Sur le plan national, obstruction à la transformation démocratique, au respect des droits de l'homme, détentions illégales (de centaines) d'opposants politiques, main haute des agences de sécurité qui ont, par exemple, fait un raid sur les bureaux du MLPS, leur prenant leurs documents vitaux, approche partisane du ministre de la justice, censure de la presse, absence de réconciliation nationale, absence du remaniement ministériel demandé au gouvernement d'Unité nationale, dilution du caractère collégial de la présidence, expulsion de diplomates sans consultation, campagne hostile de la presse contrôlée par le Congrès National, *Al Intibaha*, *Akhir Lahza*, Sudan Media Center.

Le MLPS demande aussi la mise en oeuvre des accords de paix du Caire, d'Abuja, de l'Est, condamne les attaques d'Hashkanita, de Mahajiriya, (*lire Darfour, attaques atroces*) et appelle à une enquête sur ces affaires.

Une campagne MLPS efficace dans le Sud, y compris dans une église, informa les citoyens du problème, tout en disant ne pas vouloir le retour à la guerre. **Le peuple du Sud-Soudan**, « à 100% uni derrière Salva Kiir » (Arman), manifesta à plusieurs reprises par milliers en divers lieux en faveur de la décision MLPS. Le Parlement la soutint fermement. Dans ses discours, Salva fut humoristique, il dit que lui-même passait plus de temps à Juba qu'à Khartoum où il ne faisait rien (où son rôle de vice-président était rejeté). Deux bémols à l'unité du Sud, des Azande de l'Equatoria occidentale, et le Front Démocratique du Sud-Soudan, un tout nouveau parti issu d'une milice pro-gouvernementale ralliée à l'ALPS, reprirent les premières critiques du CN.

Ces critiques imaginatives, pittoresques et blessantes marquèrent une escalade des tensions. Le MLPS demanda que les points principaux du CPA soient appliqués au 3ème anniversaire de sa signature le 9 janvier 2008, sans toutefois exprimer de menaces. Il remit une liste de nominations au gouvernement d'unité nationale que le CN avait jusqu'alors refusée, avec le commentaire de Malik Agar, gouverneur MLPS du Nil Bleu, que le MLPS prendrait d'autres mesures, non spécifiées, si le CN bloquait le remaniement. Un peu plus tard, Riek Machar le vice-président du Sud-Soudan menaçait de retirer aussi les parlementaires MLPS du parlement national.

Pensant que c'était finaliser le problème, sans attendre sa rencontre avec Salva comme ce dernier lui avait demandé, le Président nomma pour remplacer Lam Akol, Deng Alor aux Affaires Etrangères, un homme d'Abyei, arabisant et formé au Caire, qui connaissait bien les dirigeants américains chargés des affaires soudanaises, dont le MLPS avait déjà demandé la nomination en 2005. Il démit Telar Deng comme requis. Mais Yasir Arman, le secrétaire général assistant du MLPS, premier de la liste, ne fut pas nommé. **Ceci fait, Béchir pressa le MLPS** de rentrer immédiatement au gouvernement. Il lança des menaces voilées, cette décision avait forcé le gouvernement à revoir les bases sur lesquelles la paix avait été atteinte. **Salva Kiir refusa, de nombreuses autres demandes n'étant pas mises en oeuvre.**

Avancées Le comité politique du Cessez-le feu donne à l'armée soudanaise et à l'ALPS jusqu'au 15 décembre pour se retirer respectivement du Sud (champs pétroliers), et du Sud Kordofan (Abyei), ajoutant qu'avec les inondations il avait été difficile de se retirer. Elias Waya, le chef ALPS du comité, déclara aussi que 5 000 miliciens sudistes attachés à Khartoum avaient choisi l'ALPS et devaient retourner au Sud.

Selon Golf News, le ministère du pétrole demanda au Sud de nommer des représentants pour faire partie de l'équipe de vente du pétrole (20 12).

Après plusieurs contacts politiques de Salva, **lors d'une troisième rencontre, Béchir et Salva Kiir, décidaient l'installation d'un comité technique** de 6 membres, dont le premier membre MLPS est Malek Hagar, pour tracer un programme de décisions concernant le recensement, la frontière Nord Sud,

et la réconciliation nationale. **Ceci devait être résolu avant le 31 décembre.** Abyei n'était-il pas mentionné? Pour Béchir on n'en parlerait plus et pour Salva on le ferait après. Autre explication, pour Béchir, il fallait parler de son administration temporaire, pour Salva s'occuper de ses frontières. Béchir aurait établi que cette enclave resterait au Nord. Les membres MLPS du comité auraient eu instruction de commencer par le problème d'Abyei, insoluble. **Le comité s'est arrêté de travailler jusqu'à une quatrième rencontre Béchir/Salva Kiir.**

La liste de plaintes du MLPS était connue depuis longtemps de la communauté internationale, mais il n'y eut quasiment pas de pressions, chacun se préoccupant plus du Darfour. La première **réaction des NU** fut que le commandant de leurs forces au Sud-Soudan dit que sa force est aveugle pour juger la force militaire gouvernementale parce que l'accès lui est refusé. Puis, par la voix d'Ashraf Qazi, leur envoyé spécial, les NU réitéraient leur engagement à aider les signataires à mettre en oeuvre le CPA. A l'appel du MLPS, **le Conseil de Sécurité vota à l'unanimité la mise en oeuvre entière du CPA et la poursuite de la mission NU au Soudan (Sud).**

A la demande du MLPS, l'**Ethiopie** membre important du médiateur l'IGAD, s'engagea à l'aider. La **France** puis l'**Italie** proposèrent bien inutilement une conférence internationale. La **Chine**, l'**Egypte** firent part à plusieurs reprises de leur souci. **Béchir avait refusé l'intervention diplomatique des Etats** qui s'étaient portés garants de l'application du CPA. Le premier; c'est les Etats-Unis. Lors d'un discours public en province il avait expliqué que si les étrangers intervenaient c'est qu'ils cherchaient une guerre entre le Nord et le Sud.

Sur ce Salva Kiir se rendit aux Etats-Unis. A la fureur de Béchir il ne passa pas par l'ambassade du Soudan. Selon lui, sa visite était « prévue de longue date ». Son but était de demander aux NU et aux Etats-Unis de faire pression sur Khartoum pour l'application du CPA. Il le remplit malgré **la gaffe des gaffes américaine. Les Etats-Unis proposaient de renégocier le CPA à la suggestion de « soi-disant experts américains ».** Est-ce le parti des Américains favorables à l'alliance anti-terroriste avec Khartoum, celui de ceux qui souhaitent la chute du régime ou celui de ceux qui sont capables de vendre le Sud en échange du Darfour ? Certes, Salva savait que la fragilité du CPA venait de ce qu'il n'entraînait pas dans certains détails. On avait compté sur Ali Osman Mohammed Taha et Garang pour les finaliser. Ils n'étaient plus là, l'un sans pouvoir, l'autre sans vie. Pour Salva, à notre sens, renégocier pouvait durer 13 ans, comme d'Abuja 1 en 1992 à 2005 ; de plus le régime était plus riche, grâce au pétrole, et avait donc plus de pouvoir ; avec l'affaire de l'Irak d'un côté, celle du Darfour de l'autre, l'intervention des Etats-Unis serait de surcroît moins appréciée. Selon Wasil Ali (*Sudan Tribune*) cette offre infirmait le leadership de Salva et humiliait les Sudistes. Salva répondit donc aux Etats-Unis que c'était ouvrir une boîte de pandore, le CPA était mis en oeuvre à 90% et des modifications compliqueraient le référendum. Il rejeta tout de go la venue des « experts ».

Lors d'une conférence au *Woodrow Wilson International Conference*, Salva Kiir dit qu'il n'y avait pas encore de percée, que le MLPS resterait en-dehors du gouvernement tant que toutes ses demandes ne seraient pas obtenues, que l'effondrement du CPA déstabiliserait la région en nourrissant l'instabilité, l'extrémisme et l'islamisme, que le CPA est un exemple pour les autres problèmes soudanais ; il pense que les Etats devraient faire plus de pression sur le Soudan. Le CPA doit aussi être appliqué dans sa dimension nationale démocratique. Il tint un discours semblable au parti démocrate. Sa différence d'appréciation de l'application du CPA surprit les Américains.

Béchir ne prit la proposition américaine de renégocier ni comme un abandon du CPA, ni comme un affaiblissement du Sud. Pendant le voyage de Salva, il appela les Forces de Défense Populaires, qui avaient longtemps combattu au Sud, à se rengager et ordonna la réouverture de leurs camps pour être prêts en cas de guerre avec le Sud. Le Darfour Abd el Wahid el Nour s'indigna, le Darfour Abdallah Yahya mit ses troupes en alerte maximum. Puis Béchir adoucit le ton et déclara que pour Abyei il acceptait la frontière de 1905. Est-ce le fond de sa pensée? Il sait que là le pétrole est presque épuisé mais tient à la terre.

Salva rentra à Juba après un petit crochet par Nairobi où il demanda à l'IGAD, médiateur du CPA, de faire pression. A Juba devant un rallye monstre MLPS, il s'engagea à rencontrer Béchir et déclara que le Comité devait continuer à travailler. Mais aujourd'hui ses membres MLPS sont toujours à Juba. Lors d'un discours depuis son église paroissiale, il dit que l'argent était déversé sur les Sudistes pour qu'ils votent pour l'unité : « Acceptez l'argent, mais votez ce pourquoi le Sud-Soudan a combattu » ajouta-t-il.

...d'Unité nationale

Dernières nouvelles. Le MLPS ne sait plus quand croire Béchir. Il vient de dire qu'il n'y aura pas de guerre. Le MLPS a convoqué à Juba trois anciens membres du gouvernement ; deux d'entre eux, Telar Deng et Aleu Aveni sont suspendus du MLPS pour avoir voulu renverser Salva. Le problème d'Abiyei ne sera plus traité par le comité mais par la présidence (Béchir, Salva, Ali Osman).

Rompre l'impasse d'Abyei

International Crisis Group octobre
Traduit et résumé par Vigilance Soudan

Un des problèmes les pires du CPA est celui d'Abyei qui fait partie du Nord Soudan. Cette région, limitrophe du Sud, peuplée de Ngok Dinka, ethnies apparentées aux Dinka du Sud, à laquelle s'ajoutent en saison les nomades « arabes » Misseriya, fit partie du Sud sous le condominium jusqu'en 1905. Lors de la première paix du Sud de 1972, un référendum à Abyei devait décider s'il ferait partie du Nord ou du Sud. Il n'eut jamais lieu. En 2005, lors du CPA, cette décision fut prise à nouveau; c'était l'une des premières demandes du MLPS, à la tête duquel nombreux étaient des Dinka d'Abyei. Ce référendum doit se tenir juste avant le référendum d'auto-détermination du Sud. Abyei devait être délimité de façon « finale et obligatoire » par la Commission internationale des frontières d'Abyei (ABC), composée d'experts. Khartoum n'a jamais accepté son rapport : la plus grande partie du pétrole du Nord venait de cette région. D'autre part il devait y avoir un statut administratif spécial et l'armée devait être des Unités Jointes Intégrées, Armée/ALPS. Rien de tout cela n'a jamais été mise en place. (VS).

Lors des négociations, on ne définit pas qui étaient les résidents d'Abyei. Ce devait être par la Commission de référendum à être nommée par la présidence. Le CN s'efforce toujours de faire inclure la population Misseriya dans Abyei, pensant qu'elle votera pour rester dans le Nord, ce que le MLPS refuse pour la plus grande partie d'entre eux qui sont des nomades et ont leur résidence ailleurs. Lors de la présentation du rapport ABC, en juillet 2005, Khartoum essaya de mobiliser la population Misseriya en la trompant sur ses droits de pâturage que promettait le protocole. Il supprima l'Etat du Kordofan Ouest à la fureur de la population principalement Misseriya, pour l'unir au Kordofan Sud où se trouve Abyei. Mais les Misseriya le prirent pour une offense. La communauté internationale ne donna là encore, qu'un soutien du bout des lèvres à la mise en oeuvre du CPA.

En mai 2006, le CN et le MLPS créaient une commission pour discuter de ces problèmes. Ils tombèrent d'accord sur quatre options pour Abyei : arriver à un accord, ce qui manqua, porter le problème à la Cour constitutionnelle, ce que le MLPS refusa, cette Cour étant en majorité CN, appeler les membres de l'ABC pour qu'ils expliquent leur position, -le CN refusa, ils ne vinrent donc qu'au Sud-, enfin un arbitrage d'une tierce partie. Le Secrétaire Général du MLPS, Pagan Amoun, fit appel à l'arbitrage américain, refusé par le CN. La Commission d'Évaluation (AEC), sous présidence internationale, créée pour la mise en oeuvre de la paix échoua à faire avancer les choses. Khartoum proposa que l'unité administrative soit basée sur les frontières de 1995. Puis le MLPS apprit que la région d'Abyei était importante en 1995 et avait beaucoup diminué en 2000, car le gouvernement en avait exclu alors les régions pétrolières et qu'en 1995, le territoire était plus grand que celui du rapport. Une modeste amélioration fut l'établissement d'un comité pour étudier les frontières de 1974, 1977 et 1996.

D'autre part, la communauté Misseriya est fâchée avec le CN ! Elle juge le Sud-Soudan un pouvoir plus amical que le gouvernement central : ce dernier commande l'exploitation pétrolière qui détruit l'environnement, n'apporte que très peu d'emplois et de bénéfices à la communauté, et a supprimé l'Etat de l'Ouest Kordofan qu'elle dominait. Entre 10 000 et 15 000 hommes du Mouvement Shahama (des combattants Misseriya alliés au MJE dont le Président Khalil Ibrahim recherche le pouvoir à Khartoum; ils ont participé à l'attaque au Kordofan de Wad Banga VS) campèrent à Deebab dans l'attente d'une petite délégation ALPS pour discuter de son intégration en son sein. Cette délégation fut cernée avant son arrivée par une importante force de l'armée soudanaise qui l'accusait de transporter ses armes au Nord. Seules les NU obtinrent un arrangement. Cette insertion est empêchée parce que, selon le CPA, si elle l'était, les Shahama devraient vivre au

Sud. Toute autre solution amènerait un clash. L'armée soudanaise a maintenu à Abyei des forces importantes, dont 15 000 hommes à Heglig, sa capitale pétrolière. L'ALPS a mis ses forces au Sud d'Abyei et le long de la frontière Nord Sud en zone pétrolière.

L'une des faiblesses du protocole est que les partis représentent les populations. L'Unité Intégrée Jointe n'a pas en fait été intégrée. Quand Khartoum a interdit aux NU de voyager au nord de la ville d'Abyei, Juba l'a interdit au Sud.

Le pétrole est un facteur très important de la politique soudanaise. Il lui permet de mener sa guerre au Darfour et de financer son principe, diviser pour régner. Abyei est dans une concession GNOPC (CNPC chinois, 40%, Petronas malaisien, 30 %, ONGC indien, 25%, Sudapet, soudanais, 5%). En 2003, plus du quart de la production pétrolière venait d'Abyei en Nile Blend. Mais la production décline. Elle est passé de 82874 barils/jour en 2004 à 66296 en 2006, vraisemblablement à 48787 en 2007 et 31279 en 2009. La production du bassin de Melut augmente, alors qu'Abyei ne semble plus avoir que 200 millions de barils de réserve. Si ces réserves sont minimes, en 2011 Abyei peut être un sujet de dispute moins important entre Khartoum et tout gouvernement indépendant éventuel du Sud. Abyei est traversé par une structure d'oléoducs et il se peut qu'il y ait des frais de transit. Le partage des revenus pétroliers spécifiques à Abyei devait être 50% pour le gouvernement, 42% pour le gouvernement du Sud, 2% chacun pour l'Etat du Bahr el Ghazal, celui du Kordofan Ouest, désormais le Kordofan Sud, les peuples Dinka et Misseriya d'Abyei. Comme Khartoum n'explique pas ses comptes, on ne peut savoir s'il inclut une partie pour Abyei dans l'argent remis au Sud.

Les efforts pour créer une administration locale resteront probablement vains tant qu'il n'y aura pas d'accord sur les frontières. Il y a eu peu de pressions internationales à cet endroit et cela doit changer rapidement. Au niveau local, les NU devraient faire plus pour créer un espace de dialogue entre les leaders de communautés Ngok Dinka et Misseriya. Les relations semblent stables mais un déversement de population depuis le Darfour pourrait être arriver si l'impatience et la colère des Misseriya augmentent. Ce peuple semble toujours nourrir la crainte alimentée par le gouvernement soudanais de perdre ses droits de pâturage, quoique l'accord protège ces droits. Le MLPS a montré quelque flexibilité dans le partage des revenus pétroliers avec une offre officieuse de les partager en cas de référendum favorable au Sud. L'expertise pétrolière apportée par les Etats-Unis et la Norvège pourrait être étendue à un partage des revenus pétroliers à plus long terme. Les NU devraient proposer une zone démilitarisée à Abyei qui pourrait s'étendre à toute la frontière Nord/Sud.

Ce qui arrivera à Abyei déterminera si le Soudan consolidera la paix ou retournera à la guerre. Le Congrès National a besoin de pressions internationales pour accepter les recommandations « finales et obligatoires » du rapport, mais il a aussi besoin d'une réflexion créatrice qui l'aide aux paiements dus pour le pétrole d'Abyei.

Sécurité

Très grave incident à Yambio

L'affaire débuta par la découverte du corps mutilé d'un soldat des Forces Jointes, issu de l'ALPS. La police enquêta et arrêta des suspects (Dinka) Les collègues Dinka du défunt prirent d'assaut le poste de police d'Yambio et exigèrent que les suspects leur soient remis. La police répondit que ce n'était ni leur mandat ni leur devoir. Une querelle survint et trois officiers de police (Equatoriens) furent abattus à coups de fusil ; les soldats se déchaînèrent, tirant dans tous les sens. Est-ce à ce moment que six autres policiers furent tués ? L'ALPS intervint et arrêta des soldats. Les autorités s'engagèrent à rechercher très activement les coupables. Toutes les autorités, civiles, militaires et religieuses rendirent hommage aux défunts et demandèrent aux gens de Yambio et à tous les Equatoriens de rester calmes et de ne pas attaquer les Dinka..

La situation inter ethnique peut se détériorer encore plus très rapidement, d'autant que la conjoncture entre les deux groupes fut très tendue, spécialement à Yambio, depuis des années.

L'ethnie Murle a enlevé plus de 450 enfants les 2 dernières années dans l'Etat de Jonglei. Elle serait soutenue par une milice Murle levée par le gouvernement central avec laquelle les négociations sont impossibles. Deux nièces d'un résident aux Etats-Unis furent enlevées.

Armée de Résistance du Seigneur

Avancées de la médiation sud-soudanaise

Depuis 20 ans, la LRA a semé les atrocités au nord de l'Ouganda et au Sud du Sud-Soudan, en Equatoria. Grâce à une médiation sud-soudanaise entre le gouvernement ougandais à **Otti**, de l'Armée de Résistance du Seigneur (ARS), la vie est retournée à la normale dans l'Ouganda du Nord. En un an, trois protocoles ont été signés, un cessez-le-feu, un accord de partage du pouvoir et des richesses, appelé « Résolution sur les causes du conflit ». Le troisième protocole, « Responsabilité et Réconciliations » parle des types de justice qui devraient être utilisés localement pour juger ceux accusés d'atrocités et de crimes contre l'humanité. Des sanctions, non décrites, seront appliquées; elles devront promouvoir des réconciliations, ce qui laisse à penser que les ARS coupables de meurtres de viols, de mutilations, d'avoir forcé à l'anthropophagie, ne seront pas condamnés à de lourdes peines. Manquent encore les modalités pour appliquer ces protocoles et un protocole de Démobilisation, Désarmement et Réintégration. (ST 20 09). La volonté de paix de l'ARS Otti esr à la base de ces progrès.

Interview du chef d'opérations de l'ARS, Opiyo Makasi, qui s'est rendu

BBC Résumé traduit par VS

Opiyo a 32 ans, un air nerveux et effrayé.

Je fus enlevé en 1988 à 12 ans avec mon frère, tué depuis dans un combat, qui en avait 15. Nous allions nous baigner dans un rivièrre quand nous sommes tombés sur l'ARS. J'ai passé par moitié mon temps en Ouganda et au Soudan. Les deux dernières années j'étais au Congo. Venir à Kampala, c'est l'accomplissement d'un rêve.

Avant d'avoir des armes de Khartoum, nous les ramassions sur les champs de bataille. Depuis que je fus chef d'opérations j'étais au quartier général qui changeait sans cesse d'endroit. Je recevais mes ordres de Kony ou de Otti. Je suis le premier à m'être rendu au Congo avec 135 personnes, sans en connaître la raison. Pour la nourriture nous allions en prendre aux civils au Soudan. Quand les pourparlers de paix ont commencé, c'est Caritas qui nous l'a donnée.

Kony est un homme normal. Dans le passé il prédisait le futur. Je ne sais pas pourquoi il y a la guerre. Kony nous disait qu'il voulait renverser le gouvernement et devenir Président de l'Ouganda.

Autant que je sache, il y avait un désaccord entre Kony et Otti depuis un an et demi. Otti voulait rencontrer Egeland (le patron humanitaire des NU) Chissano (l'envoyé NU) et des ministres ougandais. Kony n'était pas intéressé. Un de mes soldats m'avait annoncé l'arrestation d'Otti, ajoutant que je serai le suivant sur la liste. Quand il fut arrêté, je m'enfuis le 2 octobre au soir avec ma femme. Je ne sais pas s'il est mort. (Suit un long récit de son périple et de ses frayeurs).

Kony ne veut pas sortir même s'il n'y a pas la Cour Pénale internationale (CPI). Il veut renverser le gouvernement et diriger l'Ouganda. Si vous lui offrez l'amnistie vous devenez son ennemi. Il pense qu'il est celui qui donne l'amnistie au gouvernement. Comment pourrait-il rechercher l'asile dans un pays tiers? Qui l'emmènerait ? Un avion des NU l'emmènerait peut-être à la CPI ! Je doute que Kony signe jamais un accord de paix.

Maintenant je veux retourner à l'école. Je me suis arrêté en 6ème année primaire. Même si je devais retourner en 2nde année, je n'aurais pas honte.

Opylo Makasy a été depuis amnistié. **Otti aurait été tué** sur les ordres de Kony, le 2 octobre à 10h. du matin avec beaucoup d'autres, selon trois témoins, membres de l'ARS, qui se sont enfuis après ces meurtres pour se rendre. « La façon dont il fut tué est trop horrible pour la dire au téléphone ». Otti voulait la paix, contrairement à Kony, selon le témoignage précédent. Riek Machar a téléphoné à Kony qui lui a répondu qu'il pensait qu'Otti était assigné à domicile.

DROITS DE L'HOMME... DROITS DE L'HOMME...

Deimos

Les forces de Sécurité harcellent : Ils ont emmené le président et le trésorier du Centre de Khartoum pour les Droits de l'Homme (KCHR) dans leurs service une vingtaine d'heures et les ont interrogés sur leurs finances et leur administration, demandant de rapporter d'autres documents. Le même jour s'y trouvaient Madha Abdallah, journaliste à *Al Ayyam*, fréquemment censuré et le Dr Nagib Magmalden qui travailla à SOAT (SOAT 22 11).

Dix Darfour ont été condamnés à mort pour le meurtre du journaliste Mohammed Taha. Cette condamnation est basée sur des aveux faits sous la torture dont les malheureux portent toujours les marques. Le plus jeune a 16 ans, ce jugement est contraire à la Convention Internationale sur le Droit des enfants dont le Soudan est signataire. Taha avait tenu des propos peu aimables sur les Darfour. D'autres étaient soupçonnés à plus juste titre : il avait écrit sur la famille du prophète en termes guère pieux, (SOAT 16 11) et aurait fait chanter une VIP corrompue.

Le 16 11, le médecin soudanais Mohamed Abdallah s'est vu décerner le Prix Robert F. Kennedy des droits de l'homme pour son action au centre de traitement et de conseil des victimes de torture et de viol au Darfour.

Israël n'accueille pas tous les réfugiés soudanais qui, après leur fuite en Égypte, voient en lui la terre promise. Son gouvernement, ému par l'opinion publique, a délivré 498 visas mais, début octobre, a refoulé 48 demandeurs d'asile vers l'Égypte, qui les a réexpédiés au Soudan, où ils risquent la torture et la prison, sinon la mort.

Le 26 septembre, l'Organisation arabe pour les droits de l'homme a pressé les Nations-Unies d'agir pour obtenir la libération immédiate de 25 figures de l'opposition au gouvernement de Béchir, arbitrairement détenues (St 26 09).

Santé

La Fièvre de la vallée du Rift (FVR), qui a déjà tué une centaine de personnes dans le pays, menace de dévaster son économie vivrière. Cette épidémie virale, qui touche surtout le bétail, peut contaminer l'homme et entraîner la mort. Le virus de la FVR a été identifié pour la première fois en 1931 au Kenya (18 11).

Selon la FAO, une dangereuse infestation de sauterelles s'annonce sur les rives de la mer Rouge et pourrait se propager dans le nord du Soudan en novembre et décembre (12 11).

Selon les derniers décomptes disponibles, les pluies diluviennes qui se sont abattues sur le Soudan auraient fait près de 150 morts et laissé près, ou plus, de 200 000 personnes sans abri.

S O M M A I R E

EDITORIAL <i>Bételgeuse</i>	p .1
DAR FOUR	
Attaques atroces	p. 2
Négociations de paix	p. 2
Carte : Populations affectées et accès humanitaire	p. 3
Forces hybrides - Arche de Zoé	p. 4
POLITIQUE INTERIEURE	p. 4
ÉCONOMIE <i>Nekkar</i>	p. 5
SUD-SOUDAN	
Le MLPS suspend sa participation au gouvernement...	p. 6
Rompres l'impasse d'Abeyi	
<i>International Crisis Group</i>	p. 7
Sécurité : Très grave incident à Yambio	p.7
ARS - Avancée de la médiation	p. 7
Interview Opiyo Makasi BBC	p. 8
DROITS DE L'HOMME <i>Deimos</i>	p. 8